

Le P'tit Castelroussin

Le mensuel des socialistes de l'agglomération castelroussine

PS 

N°8
Septembre 2010

SOMMAIRE

Page 1 - Édito

Page 2

♦ Les brèves par
*Antoine Gossin et
Didier Cortes*

Page 3

♦ " L'école à
Châteauroux " par
Hugues Fonty

Page 4

♦ " La politique du
pilori " par *Ghislaine
Millet*

Page 5

♦ "Les dépêches
nationales du P.S par
Delphine Chambonneau

Page 6

♦ "Perspective 2012"
par *Delphine
Chambonneau*

Directeur de la publication :
Manuel Flam

Commission paritaire : 0115P11515
Dépôt légal : le 30/09/10
N°ISSN : 2105-7362
Prix de vente au N° : 1,25 €
Abonnement : 12,50 €
Abonnement de soutien : 24,50 €
Imprimé par nos soins au
70 avenue Charles de Gaulle
36 000 Châteauroux



Le bal des hypocrites

Hypocrisie et mauvaise foi. On pensait que seul Nicolas Sarkozy était capable d'en avoir autant lorsqu'il a traité cet été le dossier des Roms. En fait, les élus de droite de l'agglomération castelroussine – Messieurs Blondeau et Jolivet en tête - ont démontré qu'ils avaient, en la matière, les mêmes facilités que le Président de la République.

Tout commença par l'occupation inopinée, le 16 septembre dernier, du stade de la ville de Déols par une cinquantaine de caravanes de gens du voyage. Ne trouvant pas d'aire d'accueil adaptée à leurs besoins, ces derniers furent contraints d'opter pour l'occupation sauvage du domaine municipale. Michel Blondeau, déjà en butte à l'insécurité récurrente du lieu-dit la Croix-Blanche, dénonça par presse interposée l'attentisme coupable des autres municipalités de l'agglomération sur la gestion des flux des gens du voyage.

Pour mémoire, rappelons qu'à ce jour, seule la ville de Châteauroux dispose d'une aire permanente d'accueil : l'aire de Notz.

L'ennui, comme l'a fait remarquer M^r Jolivet, le maire de Saint-Maur - soucieux de mettre hors de cause sa commune - c'est que depuis la loi Besson (du 5 juillet 2000), toutes les communes françaises de plus de 5.000 habitants sont dans l'obligation de prévoir ce type de dispositif d'accueil. Or, et toujours selon M^r Jolivet, force est de constater que depuis 10 ans, rien n'a été entrepris à Déols, pour que cette obligation légale soit respectée. C'est ce qui s'appelle une belle attaque politique. Et voir le maire UMP de Saint-Maur faire la leçon à son homologue de Déols est somme toute assez drôle. D'ailleurs, je profite de cet épisode pour dire à quel point je suis d'accord avec M^r Jolivet : le maire de Déols devrait, enfin, traiter de manière sérieuse et responsable, la question des gens du voyage.

Faut-il conclure de cet épisode que M^r Jolivet est devenu une référence en matière de traitement digne des gens du voyage ? Les choses ne sont pas aussi simples que celui-ci le laisse entendre...

Car en effet, si Déols n'a pas créée d'aire permanente d'accueil sur son territoire, le maire de Saint-Maur ne s'est guère remué pour que le département de l'Indre soit doté d'une « aire de grand passage » (autre obligation légale qui s'impose aux collectivités). Notre département devrait, en effet, depuis 2006 disposer de ce type d'aire - un équipement, complémentaire des aires permanente d'accueil, et qui permettrait justement d'accueillir les gens du voyage en transit ailleurs que sur des terrains de foot !!!

Un tel projet aurait d'ailleurs dû - n'en déplaise à Monsieur Jolivet - voir le jour dans l'Indre, la Préfecture ayant même désigné par arrêté la commune de Saint-Maur comme lieu d'implantation de cette aire. Hélas, l'arrêté en question fut annulé en 2008 par le tribunal administratif de Limoges ; une « sage décision » que Monsieur Jolivet commentera lui-même en ces termes « (...) de toutes façons, ma commune n'avait pas les infrastructures pour accueillir ces gens ... ». De là, à penser, que la Mairie de Saint-Maur aurait elle-même pu avoir intérêt à ce que cette décision soit soumise au juge administratif pour en obtenir l'annulation

Rappelons pour finir que les deux maires seront candidats aux élections cantonales à Châteauroux en mars prochain et que sans nul doute ils promettent encore monts et merveilles. Puisse la gauche que nous représentons les mettre face à leurs responsabilités et, je l'espère, leur mettre une belle droite !

Manuel Flam
Secrétaire de section de Châteauroux

Dispensé de timbrage Des Châteauroux PPDC

Exp.:
Section Socialiste de
Châteauroux
70 Avenue Charles
de Gaulle
36000 Châteauroux

Dépôt le
30/9/10

P
PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Le P'tit Castelroussin

(Les brèves)



L'information locale en bref

Par Antoine Gossin
Et Didier Cortes

Ensoleillée, sécuritaire et mensongère, voici en substance comment nous pourrions qualifier la période estivale. Tandis, donc, que Place Beauvau, notre ministre de l'Intérieur - pyromane de l'été - s'employait à alimenter les foyers de l'insécurité et de la haine populaire ; Monsieur Eric Woerth s'enfermait, quant à lui, chaque jour un peu plus dans le mensonge d'état, au point de devenir très rapidement le « serial menteur » de ce gouvernement.

Bref, si l'actualité a été particulièrement intense cet été dans les ministères parisiens, Châteauroux, aussi, s'est montrée à l'avant-garde de l'information. Analyse.

L'ORDRE ET LA MORALE

C'est à Châteauroux, au plus fort de l'été que le réalisateur Mathieu Kassovitch aura tourné plusieurs séquences de son prochain long métrage intitulé « L'Ordre et la Morale ». Pour ce film - dont le sujet central sont les événements de Nouméa de 1988 - l'aéroport de Déols aura servi de cadre à plusieurs prises de vue, tandis que le quartier Saint Jacques aura permis « de reconstituer une véritable cité-dortoir » (dixit Mathieu Kassovitch lui-même).

Saint-Jacques, une cité-dortoir !!! et ce, alors même que l'actuelle équipe municipale ne cesse de s'enorgueillir des lourds investissements dont a bénéficié le quartier lors du dernier programme de rénovation urbaine !

Dans ces conditions, pas sûr que Monsieur le Maire assiste à l'avant-première !

PEURS SUR LA VILLE

Et pendant que Mathieu Kassovitch réalise son film, Monsieur Mayet s'essaye à son tour au 7^{ème} art. Le tournage de « Peurs sur la ville » vient, en effet, tout juste de commencer avec le déploiement de 40 nouvelles caméras de télésurveillance dernière génération dans les rues de

Châteauroux. A la fin de l'année, c'est ainsi plus de 200 caméras qui nous surveilleront, que dis-je nous protégeront ! Mais de quoi au fait ?!! Châteauroux est l'une des villes les plus sûres de France (elle prend rang parmi les 10 villes les moins criminelles de tout l'hexagone).

Mais il est vrai que si le thème de l'insécurité a déjà permis, en d'autres temps, à Nicolas Sarkozy de remonter dans les sondages pourquoi se priverait-on, du côté de l'Hôtel de Ville, de pareil expédient !

DÉSINDUSTRIALISATION : SUITE ET FIN ?

Après Eurostyle, Mead ou encore Spatz, le spectre des licenciements massifs et de la désindustrialisation planent à nouveau sur Châteauroux et son département. L'entreprise Montupet a ainsi cédé au début de l'été, son activité « jante » à un investisseur indien (Deltronix). Pour l'heure, l'activité semble sauvée sur le site castelroussin mais jusqu'à quand ?

En effet, une nouvelle unité de production de jantes devrait voir le jour en Inde (dans la région de Pondichéry). Une fois le savoir-faire acquis et les process maîtrisés, qu'est-ce qui empêchera le transfert de cette activité vers une zone du monde où la main d'œuvre y est 40 fois inférieure à celle du Berry ?

AUGMENTATION (PROVIDENTIELLE ?) DE LA POPULATION CASTE- LROUSSINE

Combien de fois avons-nous déploré dans ces colonnes, la baisse démographique qui affecte depuis plusieurs années notre ville. Ainsi, depuis 2001, Châteauroux a perdu pas moins de 2.000 habitants (soit une baisse de 4,5% de la population totale en une décennie). Dans ces conditions comment ne pas se réjouir des efforts déployés par notre Administration pour enrayer ce funeste phénomène.

Ainsi, c'est bientôt 60 nouveaux résidents que notre ville accueillera. Alors bien sûr les esprits chagrins feront remarquer qu'il s'agit là de population carcérale et que l'on ne devrait pas de se réjouir ainsi de la prochaine augmentation de capacités de la maison d'arrêt des Craquelins (un nouveau pavillon y sera construit, en effet, dès 2012) ; mais comment passer sous silence la vigueur et le dynamisme de la politique pénitentiaire mise en œuvre par ce gouvernement !

Le P'tit Castelroussin

(Enseignement Public)



L'école à Châteauroux, un bilan

peu clément pour la droite — Par Hugues Fonty

Comme pour d'autres services publics, l'école de la République est mise en danger par la politique ultralibérale de Nicolas Sarkozy. En prenant pour prétexte l'explosion du déficit budgétaire, largement accentué par les largesses accordées aux plus favorisés, le gouvernement a mis en place la RGPP (révision générale des politiques publiques) qui se traduit par des suppressions massives de postes de fonctionnaires, un gel des salaires, une attaque contre le statut même de fonctionnaire et une baisse de la protection sociale ...

L'ultralibéralisme met en oeuvre ses principes au nom de la suprématie du marché creusant ainsi les inégalités et accroissant la précarité. Le gouvernement considère que le marché est plus efficace et moins cher malgré les nombreux contre-exemples (transports en Grande-Bretagne, secteur de l'énergie en Californie).

Les 120.000 emplois de fonctionnaires supprimés depuis 2007, c'est l'équivalent de la réduction de la TVA dans la restauration pour créer 30.000 emplois !

Et l'Éducation n'est pas éparpillée !

Pour le gouvernement, le savoir serait donc une marchandise, l'école, la formation professionnelle, l'université, des marchés qui peuvent être soumis à la concurrence et livrés aux intérêts privés. On assiste ainsi à une suppression massive de postes de professeurs et d'administratifs.

En 2010, ce sont 16.000 postes qui ont été supprimés et autant le seront au budget 2011 !

Au budget 2010, les 16.000 suppressions ont été payées en sacrifiant la formation des professeurs. Pour la droite, le métier de professeur est le seul métier qui ne s'apprend pas : c'est une régression historique !

Dans le primaire, la recherche d'économies c'est l'abandon du

dispositif de remplacement actuel au profit de vacataires, la disparition progressive des RASED au profit des élèves les plus en difficulté, la réduction du taux de scolarisation des enfants de deux ans. Dans le secondaire, le collège, le lycée et le lycée professionnel sont dans le colimateur : augmentation générale des effectifs par classe. Le collège, déjà en souffrance, pourrait voir ses classes passer de 24 à 30 élèves en moyenne !

Ces choix sont particulièrement graves pour notre département. Les petites structures sont particulièrement visées : pas de salut pour les petites écoles, ou les collèges de moindre taille.

La droite ultralibérale met en danger l'école gratuite, laïque et obligatoire.

L'école laïque et gratuite est remise en cause par le président de la République lui-même lorsqu'il déclare, dans son triste discours de Latran, en décembre 2007, que les professeurs ont moins de poids que les prêtres, lorsque les petites communes, même si elles ont une école, sont obligées de financer la scolarité des enfants de la commune voulant aller dans le privé (loi Carle de 2009). En s'attaquant ainsi à l'École, ce sont les fondements même de notre République qui sont en cause ! Les choix qui sont faits à Châteauroux s'inscrivent dans la même ligne de conduite. Et non ! Mr Clément, la rentrée scolaire à Château-

roux ne s'est pas déroulée dans un climat apaisé.

Non ! Châteauroux n'a pas obtenu de postes supplémentaires. Depuis que Mr Mayet est aux affaires, la balance est largement déficitaire : Châteauroux est la ville qui a payé le plus lourd tribut en matière de fermetures depuis 2001.

Si nous avons déjà souligné que la fermeture des écoles Françoise Katz et Les Capucins serait un mauvais choix, nous en avons aujourd'hui la preuve : le report d'inscription ne s'est pas fait au profit des écoles publiques puisque l'élémentaire Le Colombier a perdu un poste et que Saint-Martial est menacée à la rentrée 2011, contrairement à l'école privée St Pierre dont la fréquentation est en forte hausse.

L'explosion des effectifs dans le groupe scolaire Montaigne a rendu la rentrée difficile et les deux postes obtenus après la rentrée ne sont pas des postes supplémentaires puisqu'ils avaient été envisagés par l'inspection académique lors de la carte scolaire de février.

Mais de toutes ces attaques, de tous ces mauvais coups portés contre l'école de nos enfants, les français et les castelroussins en particulier ne sont pas dupes. Ils savent qu'ils devront faire un choix en 2012 et en 2014. **A Châteauroux, ils peuvent compter sur nous pour faire d'abord des propositions et ensuite faire en sorte que l'école soit au cœur de notre politique parce qu'il s'agit de l'avenir de nos enfants.**

Le P'tit Castelroussin

(Droits de l'homme)



La xénophobie et la politique du pilori : ça suffit !

— Par Ghislaine Millet

Nous étions nombreux à être présents, le 4 septembre dernier, au rassemblement organisé par la Ligue des droits de l'Homme avec 24 autres organisations place de la République à Châteauroux devant l'arbre des droits de l'Homme. Cette date correspondait au 140^{ème} anniversaire de la proclamation de la III^{ème} République. Nous étions là pour dire notre attachement à ces valeurs républicaines auxquelles nous croyons après le discours xénophobe du Président de la République à Grenoble qui est une honte pour notre République. Retour sur le discours de Ghislaine Millet, présidente de la Ligue des Droits de l'Homme pour l'Indre.

« La politique menée actuellement ne relève plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté républicaine, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des millions de personnes à raison de leur origine ou de leur situation sociale.

En se livrant, à quelques jours d'intervalle, à un discours discriminatoire contre les Gens du voyage et les citoyens européens que sont les Roms, puis en recherchant chez les étrangers et les personnes d'origine étrangère les causes de l'insécurité, Nicolas Sarkozy est en train de menacer les fondements mêmes de la République. C'est une honte que le président de la République, qui doit veiller à l'unité nationale, d'après l'esprit de la Constitution mène lui-même une politique de division nationale en incitant à la haine ».

Un jeu dangereux

« Ce qui est ici en cause, ce n'est plus le débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté républicaine, c'est l'expression d'une xénophobie avérée. Quelle que soit la légitimité que confère l'élection, aucun responsable politique n'a reçu mandat de violer les

aucun responsable politique n'a reçu mandat de violer les principes les plus élémentaires sur lesquels la République s'est construite ».

Alors, parce que le seuil ainsi franchi nous inquiète pour l'avenir de tous, nous, organisations associatives, syndicales et politiques diverses mais qui avons en commun l'attachement aux principes fondamentaux de la République laïque, démocratique et sociale, avons rappelé avec force que l'article 1^{er} de la Constitution « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », et que toutes propositions qui méconnaîtraient cette règle fondatrice de la démocratie constituent une atteinte à la paix civile.

Nous n'accepterons sous aucun prétexte que le nécessaire respect de l'ordre public soit utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires ».

« Nous appelons donc l'ensemble des citoyens de ce pays à manifester publiquement leur opposition aux stratégies de stigmatisation et de discrimination et aux logiques de « guerre » qui menacent le vivre ensemble. Nous appelons tous ceux et toutes celles qui sont attaché(e)s à la démocratie et aux libertés à rejeter ces manifestations de xénophobie. »



Ghislaine Millet, présidente de la LDH 36 et porte-parole des 25 organisations signataires de cet appel contre « la xénophobie d'état ».

Le P'tit Castelroussin

[Politique Nationale]



Les dépêches nationales du P.S

Par Delphine Chambonneau

Nicolas Sarkozy et son Gouvernement ont pris l'habitude, depuis trois ans, de s'attaquer au plus faible pour faire de petits cadeaux à leurs copains et financeurs. Les réformes successives frappent durement les plus faibles et les plus pauvres. Le Parti Socialiste, par la voix de ses secrétaires nationaux, dénonce chaque jour ces injustices.

LE BOUCLIER FISCAL : UNE INJUSTICE FISCALE ENCORE RENFORCÉE

En 2009, le bouclier fiscal a coûté près de 679 millions d'euros à l'Etat d'après les chiffres transmis par le ministère de l'Economie. 18 764 contribuables se sont partagés cette somme, pour un montant moyen de plus de 36 000 euros. Les deux tiers de son montant vont aux 1169 contribuables qui possèdent un patrimoine de plus de 16 millions d'euros et qui se sont partagés 423 millions d'euros, soit un chèque en moyenne supérieur à 360 000 euros. Au moment où les Français aux revenus moyens et modestes sont durement touchés par la crise, il n'est pas acceptable que les seuls à être exonérés de tout effort de solidarité soient les plus fortunés de nos concitoyens. Il n'est ni légitime ni juste de verser un chèque de plusieurs dizaines de milliers d'euros à une poignée de contribuables, voire de plusieurs millions pour les plus fortunés, quand le gouvernement refuse, depuis trois ans, tout coup de pouce au SMIC, fonde sa réforme des retraites sur l'effort des plus faibles et décide d'alourdir le coût des soins médicaux à la charge des malades

Il est également scandaleux, alors qu'est annoncé un plan d'austérité massif et que le gouvernement a décidé d'augmenter les impôts, de protéger les plus riches de toute augmentation de ces impôts par le bais

augmentation de ces impôts par le bais du bouclier fiscal. La vérité, c'est que ce gouvernement se soucie peu de ceux qui payent déjà beaucoup, reçoivent de moins en moins et à qui l'on demande de plus en plus d'efforts.

Communiqué du 20/09/2010 de Michel Sapin, Secrétaire National à l'Economie.

LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE N'EST PAS EFFICACE CONTRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES

Le ministre du travail est incapable d'apporter des solutions au problème de la retraite des femmes et il se refuse à prendre en compte les injustices actuelles, considérant que ce n'est ni le « sujet » ni la « vraie question ».

Le problème est pourtant réel : les femmes liquident leurs droits avec moins de trimestres et touchent des pensions plus faibles (en moyenne 600 euros de moins que les hommes) alors qu'elles partent à la retraite plus tard que les hommes. La réforme injuste du gouvernement ferait basculer des milliers de femmes dans la précarité et creuserait davantage les inégalités existantes. Il est urgent de mener de front, des actions à long terme pour construire une société garantissant l'égalité entre les sexes, notamment dans la sphère professionnelle.

Des mesures doivent être prises dès maintenant pour corriger, par le haut, les écarts de pensions et garantir aux femmes un niveau de vie acceptable.

Communiqué du 22/09/2010 de Gaëlle Lenfant, Secrétaire nationale adjointe droits des Femmes

JOURNÉE MONDIALE DE LA MALADIE D'ALZHEIMER

Alors que le « Plan Alzheimer » a été lancé début 2008, le manque de places en établissement est toujours criant. Ce ne sont pas les quelques 17 « maisons expérimentales » mises en place qui suffiront pour permettre une prise en charge efficace des 860.000 personnes actuellement concernées en France. Les socialistes dénoncent également le niveau indécent du reste à charge, qui doit être financé par les malades et leurs familles. Avec le débat parlementaire sur la dépendance, annoncé pour la fin 2010, le gouvernement s'apprête à confier le cinquième risque au secteur privé, en obligeant les plus de 50 ans à souscrire une assurance. Le Parti socialiste propose, au contraire, un nouveau droit universel à la compensation de la perte de l'autonomie tout au long de la vie.

Communiqué du 21 septembre 2010 de Charlotte Brun, Secrétaire Nationale à la Santé, solidarité et personnes âgées.

Le P'tit Castelroussin



Perspective 2012



A la suite d'une mise sous tutelle de la fédération de l'Indre du MJS à la fin de l'année 2009, ont été organisées de nouvelles élections. Le bureau élu a commencé à se mettre au travail. La première action en direction des jeunes a eu lieu à l'occasion des manifestations contre la réforme des retraites.

Il est important pour nous de faire comprendre à notre génération que les conséquences de cette réforme seraient désastreuses. Avec l'augmentation de la durée des études, l'âge moyen du premier emploi stable est aujourd'hui de 27 ans. Une réforme juste doit prendre en compte les années de formation et de stage. Avec cette réforme, le financement du système reposerait uniquement sur nous, avec au final aucune certitude de pouvoir toucher une retraite. Notre génération ne doit pas se laisser plonger dans la précarité. Les jeunes aujourd'hui enchaînent les périodes de stage, de chômage, de coups durs, d'endettement, et finiront leur vie sans une retraite digne. Être jeune aujourd'hui c'est la menace d'être dans la précarité du début à la fin de la vie. Les jeunes socialistes de l'Indre ont donc distribué des tracts « retraites » à l'entrée du restaurant universitaire de Châteauroux, ainsi que sur les parkings du Centre d'Etude Supérieur et de l'IUT, afin d'appeler à la manifestation du 23 septembre. Nous nous sommes d'ailleurs réjouis de voir que lors de ce rassemblement les jeunes étaient plus nombreux, ce qui

étaient plus nombreux, ce qui montre une prise de conscience à la fois contre cette réforme mais plus largement contre la politique de Nicolas Sarkozy.

Une politique dégradante et xénophobe

La prochaine mobilisation des jeunes socialistes aura pour thème la politique inefficace, inhumaine et xénophobe du gouvernement. Nous ciblerons cette fois-ci les plus jeunes d'entre nous aux abords des lycées.

Le MJS ouvre, dans le cadre de « perspective 2012 », de grands débats de société entre militants mais aussi à la rencontre de la population, des associations, des syndicats et des partis politiques afin de se donner une orientation et d'apporter des propositions concrètes pour les prochaines échéances présidentielles.

Le débat qui vient de s'ouvrir a pour thème : « Prévention, santé, actions sociales ». Nous souhaitons pouvoir travailler avec les associations et organisations présentes sur notre territoire afin de déboucher sur des propositions à la fois utiles pour le

projet national mais aussi utiles pour les prochaines échéances locales.

Notre génération ne doit pas être absente des grands débats de société, et même si aujourd'hui le gouvernement n'écoute ni l'opposition, ni le peuple dans la rue, cela ne doit pas nous résigner mais au contraire nous pousser à nous engager pour que dès 2012 un coup d'arrêt soit porté à cette accumulation de réformes toutes plus injustes les unes que les autres.

Pour les Jeunes Socialistes de l'Indre
L'Animatrice Fédérale
Delphine CHAMBONNEAU

A titre d'information, nous souhaitons signaler que le bureau du MJS de l'Indre a été élu de manière démocratique, et que le recours porté contre cette élection a été rejeté. Les jeunes socialistes, qui pour un certain nombre ne sont pas adhérents du PS, ont été choqués par les propos qui ont pu être tenus à leur rencontre dans la presse.

Le saviez-vous ?

Le P'tit Castelroussin existe également en version électronique !!!

Aussi, si vous êtes tentés par un mensuel plus beau (parce qu'en couleurs), immédiatement accessible dans votre boîte mail (pas d'acheminement postal) et plus économe pour les ressources terrestres, faites-le nous savoir en nous communiquant votre adresse mail à l'adresse électronique suivante : sectionpschateauroux@gmail.com

